

SINFORIANO CACERES (SYNDICALISTE NICARAGUAYEN)

# « Les organisations paysannes de pays voisins doivent s'unir »

**Agriculteur et responsable de l'Unag (Union nationale des agriculteurs et éleveurs), principal syndicat paysan du Nicaragua, Sinforiano Caceres coordonne l'activité d'une association qui regroupe des syndicats de plusieurs pays, l'Association d'organisations paysannes centre-américaines pour la coopération et le développement (Asocode). Entretien.**



Philippe Lissac - CIRIC



ce avec les gouvernements de la région et recherché des appuis internationaux. Par exemple, auprès du délégué du Fonds européen de développement (FED) ou encore de l'Institut inter-américain pour la coopération agricole (IICA). Cette phase d'organisation interne a mobilisé l'essentiel des énergies entre 1992 et 1994.

**Est-ce que cette organisation interne ne s'est pas faite au détriment des préoccupations des agriculteurs ?**

Pas du tout. Tous les dirigeants de l'Asocode restent des agriculteurs. Nous ne voulions pas former une caste à part. Nous étions conscients de l'écueil. Dès 1995, au fur et à mesure des échanges paysans, quelques priorités d'action se sont dégagées. La lutte pour la possession de la terre, d'abord. En Amérique centrale, on assiste à présent à un mouvement de reconcentration. L'époque des réformes agraires semble révolue. Le capital financier, au travers des banques privatisées, rachète de vastes terrains mais aussi les lopins de paysans endettés. La préservation des ressources naturelles, ensuite. Au Nicaragua par exemple, le gouvernement du libéral Arnoldo Aleman attribue des permis miniers - il y a notamment de l'or dans la région - et surtout de nombreuses concessions forestières pour l'exploitation des bois tropicaux à des entreprises japonaises, sud-coréennes ou canadiennes.

moment, les discussions ont porté sur la sécurité alimentaire. « *Chez vous aussi, les Etats-Unis déversent leur aide alimentaire ? Oui. Vous ne souffrez pourtant pas de déficit vivrier ? Non.* » Les délégués s'interrogeaient à haute voix : « *Le généreux donateur ne cherche-t-il pas à créer une dépendance durable à son profit ?* » Voilà comment s'est opéré le déclin, fin 1989. A partir d'un dialogue par-delà les frontières et de la prise de conscience de problèmes communs. Deux ans plus tard l'Association d'organisations paysannes centre-américaines pour la coopération et le développement, l'Asocode, voyait le jour (1).

**Quels obstacles avez-vous dû franchir ?**

Seuls trois pays, Salvador, Honduras et Nicaragua possédaient des structures paysannes de dimension nationale. Dans les autres, il a fallu fédérer des instances plus petites en choisissant les plus représentatives. Une fois cette étape achevée, Asocode a négocié sa reconnaissance

**Que faites-vous pour la commercialisation des produits agricoles ?**

Nous discutons ferme, en particulier avec quelques associations de solidarité présentes dans la zone. Ainsi, nous pensons que c'est très positif que l'organisation Max Havelaar achète du café à un prix supérieur à celui du marché. Mais pourquoi se

« Les paysans doivent s'intéresser aux tendances du commerce mondial. »

**Grain de sel : D'où est venue l'idée d'unir les efforts des paysans de plusieurs pays dans une structure régionale ?**

**Sinforiano Caceres :** En 1991, l'Union européenne a organisé un séminaire de formation. Des leaders paysans de sept pays centre-américains y participaient, ceux du Guatemala, de Belize, du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, du Costa-Rica et de Panama. A un

limite-t-elle à de faibles quantités au bénéfice de petits producteurs individuels ? Elle pourrait passer des contrats au niveau national ou régional et favoriser l'installation d'ateliers de torréfaction dans les principales zones. Pour le coup, les caféiculteurs dégageraient une valeur ajoutée significative. C'est, à mon sens, une voie d'avenir pour un véritable commerce équitable.

### *Ce cadre régional peut-il être vraiment efficace ?*

Absolument. Six années d'expérience me persuadent de l'importance de notre action régionale. Chez nous, le marché commun centre-américain s'est remis en marche. Ces trois dernières années, nos présidents se sont rencontrés vingt fois et ont signé quelque deux mille accords de coopération. Les paysans doivent s'intéresser aux processus d'intégration et aux tendances du commerce mondial. Ne serait-ce que pour veiller à leurs intérêts. Sinon, demain, ils n'auront que le droit de se lamenter. ■

### *Propos recueillis par Yves Hardy*

*Au cours d'un passage à Paris, à l'invitation du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), qui soutient l'action de l'Asocode.*

(1) L'Asocode rassemble des syndicats de petits et moyens agriculteurs ainsi que d'éleveurs de sept pays : Guatemala, Belize, Honduras, Salvador, Nicaragua, Costa-Rica et Panama. Son siège est à Managua (Nicaragua).  
E-mail : asocode@nicarao.apc.org.ni

### **Tourisme et développement local**

Le tourisme en milieu rural peut-il être un moyen de développement local ? Grâce, par exemple, aux nouveaux débouchés pour la production qu'il offre, à la diversification des activités (accueil, entretien de l'espace) qu'il permet. Ou au contraire, fait-il reculer les terres agricoles, désorganise-t-il davantage la société qu'il ne l'aide à vivre ? La liste n'est pas exhaustive. En l'espèce, le pire côtoie le meilleur. Si vous êtes en contact avec le tourisme, que ce soit positif ou négatif, que vous soyez responsable paysan ou d'une ONG, scientifique, formateur, membre d'une radio locale, racontez-nous ce que vous vivez en vue de traiter ce sujet dans *Grain de Sel*.

BARA GOUDIABY (RESEAU AGRICULTURE PAYSANNE ET MODERNISATION)

# « Renforcer la capacité des leaders paysans »

**Mis en place il y a trois ans, le réseau APM (Agriculture paysanne et modernisation) couvre aujourd'hui une quinzaine de pays africains. De passage à Paris au siège de l'Inter-Réseaux, Bara Goudiaby, animateur du pôle Afrique de l'Ouest, explique les objectifs de cette organisation.**

**Grain de sel : A quoi sert le réseau Agriculture paysanne et modernisation ?**

**Bara Goudiaby :** Le réseau APM Afrique est un réseau d'échanges, entre dirigeants paysans africains. Nous ne prétendons pas représenter le monde rural mais nous voulons être un instrument, un outil permettant aux leaders des organisations paysannes de faire face aux grandes mutations. Dévaluation, ajustement structurel, désengagement de l'Etat, décentralisation, la complexité de l'environnement international est de plus en plus grande. Tout cela fait que les enjeux sont obscurs pour les organisations paysannes et les responsables. Notre priorité, c'est de renforcer la capacité de réflexion, d'analyse, de négociation. Il y a une formation pour produire de l'arachide, pour mettre des insecticides, pour apprendre les règles de gestion. C'est très bien, mais ce qui manque c'est une formation qui donne des outils de réflexion aux leaders paysans.

C'est pour cela que nous sommes en train de préparer un système de formation continue, une université paysanne, en quelque sorte, afin de fournir une information de base donnant les moyens d'une réflexion et per-



Olivier Kossi Egloah - Togo

mettre de voir plus clair, au-delà du pied de l'arachide ou du coton.

**Au-delà de cette formation à la compréhension du monde moderne, les paysans ont besoin d'informations ponctuelles sur les prix du marché, l'organisation d'une filière de production. Que fait le réseau APM sur ce plan ?**

Nous avons commencé à créer ce que nous appelons un observatoire des filières. Nous avons commencé par le coton. Nous avons publié en novembre le premier bulletin interne, *L'Echo des cotonniers*, pour permettre aux organisations paysannes d'être informées sur les évolutions du marché mondial et sur la situation dans les différents pays. Dans chaque pays, en effet, chacun de nos correspondants fait remonter l'information. Nous avons l'intention de faire le même travail dans d'autres filières, cacao, café arachide, riz ▶